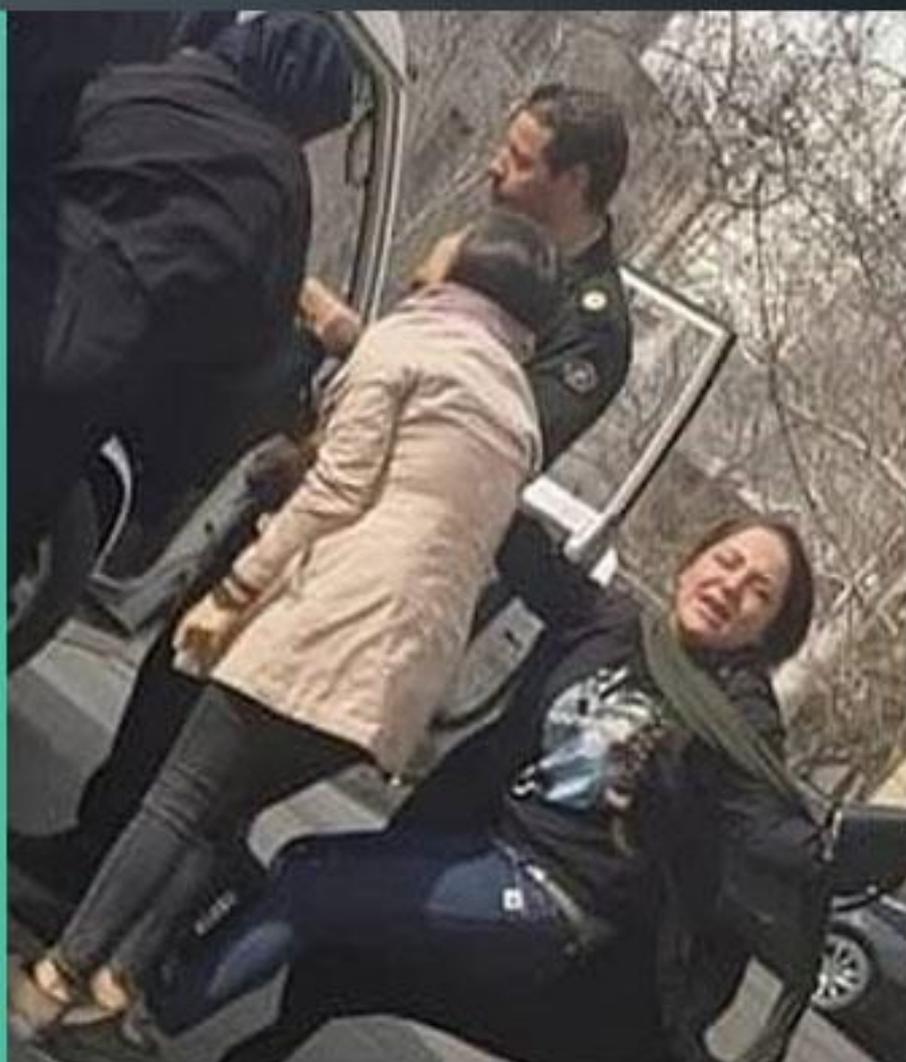


**LA RÉSISTANCE TOTALE DES FEMMES IRANIENNES,
MALGRÉ UN PRIX ÉLEVÉ,
MET EN ÉCHEC LA CAMPAGNE RÉPRESSIVE VISANT
À IMPOSER LE HIJAB OBLIGATOIRE**



La Commission des femmes du CNRI
Le Conseil national de la Résistance iranienne

 women.ncr-iran.org/fr

 @CNRIfemmes

 @CNRIfemmes



La résistance totale des femmes iraniennes, malgré un prix élevé, met en échec la campagne répressive visant à imposer le hijab obligatoire

En avril, une nouvelle vague de répression s'est abattue sur les femmes en Iran, sous prétexte d'imposer le port du hijab. La réapparition des patrouilles d'orientation dans les rues, associée à l'arrestation brutale et au passage à tabac de femmes, a suscité des protestations, même de la part de factions au sein du régime. Cette escalade de la répression fait suite aux déclarations du guide suprême des mollahs, Ali Khamenei, les 3 et 10 avril 2024. Dans ces déclarations, Khamenei a souligné que le hijab était une "obligation religieuse et légale", exhortant tous les "fonctionnaires, citoyens et promoteurs de la vertu" à s'acquitter de leur devoir en le faisant respecter.

À la suite de la directive de Khamenei, le commandant des forces de sécurité de l'État a annoncé qu'à partir du 13 avril, la répression contre les femmes ne respectant pas le hijab obligatoire serait considérablement intensifiée dans tous les lieux publics. Par la suite, les représentants de Khamenei ont reconnu lors des prières du vendredi que la question du hijab constituait une menace pour la sécurité du régime et pouvait potentiellement conduire à son renversement.



Maryam Radjavi 
@Maryam_Rajavi_F



Dans la peur d'un soulèvement et embourbé dans les crises qui engloutissent son régime, Khamenei utilise à nouveau la tactique du hijab obligatoire pour réprimer les #femmes qui jouent un rôle de premier plan dans la lutte contre sa dictature religieuse. C'est pourquoi les imams criminels de la prière du vendredi ont incité les voyous et les matraqueurs à s'en prendre aux femmes honorables et libres du pays.

#Iran

[Translate post](#)

8:47 PM · Apr 13, 2024 · 5,549 Views



Maryam Radjavi 
@Maryam_Rajavi_F · Apr 13



L'objectif est de réprimer la société tout entière pour empêcher la formation d'un soulèvement. Mais le temps de ce régime est terminé. Le peuple iranien, en particulier les jeunes et les femmes insurgés, est déterminé à renverser cette dictature. La répression, les arrestations,

[Show more](#)

 190

 636

 610

 3.4K



Mme [Maryam Radjavi a déclaré](#) : " Craignant les soulèvements et englouti dans de multiples crises, Ali Khamenei a une fois de plus eu recours à l'application du voile obligatoire comme moyen de réprimer les femmes qui ont été à l'avant-garde de la lutte contre ce régime oppressif".

Elle a ajouté : "L'objectif est de réprimer l'ensemble de la société et de contrecarrer tout soulèvement potentiel. Cependant, il est trop tard pour ce régime. Le peuple iranien, en

particulier les jeunes et les femmes, est déterminé à le renverser. Le régime a atteint son point de rupture et aucun niveau de répression, d'arrestations, de tortures, d'exécutions ou de bellicisme ne pourra le sauver".

Aujourd'hui, à la fin du mois d'avril, en moins de 3 semaines et après avoir payé un lourd tribut, les femmes iraniennes et le peuple iranien, par leur résistance et leur défi face à la violation du droit des femmes à choisir librement leurs vêtements, ont réussi à mettre en échec la nouvelle mobilisation et la répression du régime, le forçant à battre en retraite.

UNE MOBILISATION MASSIVE DES TROUPES QUI FAIT ECHO AUX JOURS DU SOULEVEMENT DE 2022

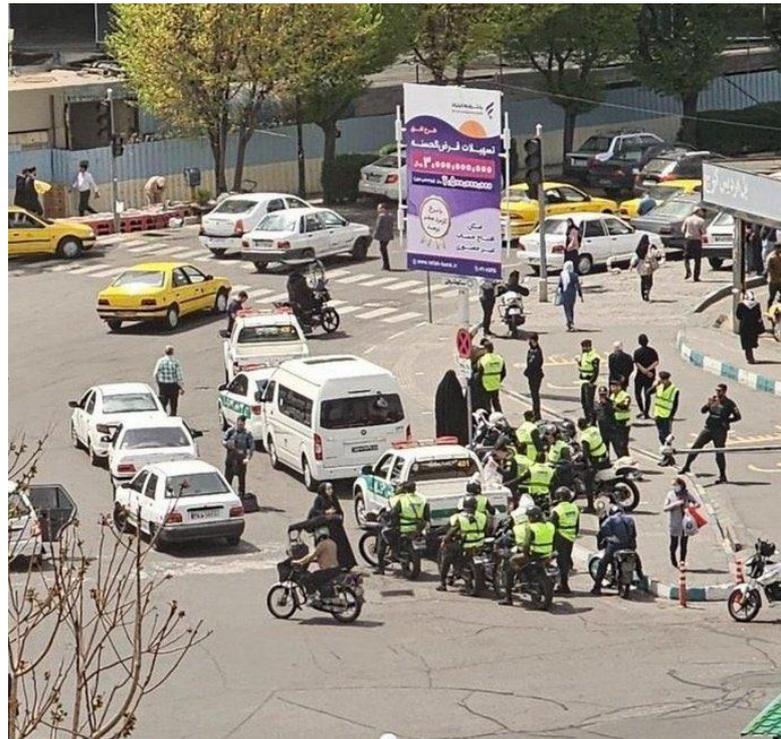
Les campagnes du régime clérical visant à imposer le hijab aux femmes iraniennes ont toujours été des manifestations de la violence soutenue par l'État à l'encontre des femmes et des jeunes filles iraniennes. Lors de la dernière campagne de répression, lancée sous le prétexte de lutter contre le "port incorrect du voile" et le "retrait du hijab", les responsables du régime ont admis qu'au moins 32 ministères et institutions gouvernementales devraient être impliqués dans l'application de la réglementation sur le hijab obligatoire, au lieu de s'appuyer uniquement sur les forces de sécurité de l'État (FSE).

2

Cependant, lors de la récente campagne connue sous le nom de code "Plan Noor (Lumière)", les passages à tabac et les violences à l'encontre des femmes ont atteint des niveaux sans précédent.

Le déploiement massif de troupes par le régime a reflété les scènes du soulèvement de 2022. Les motards des unités spéciales et les véhicules de répression des manifestations ont cherché à susciter la peur en se déplaçant en groupes dans les rues. Comme lors des événements du soulèvement, les forces de sécurité ont opéré en groupes coordonnés, attaquant les individus par groupes de 10 à 15 personnes. Les agents en civil sont restés omniprésents, se livrant aux formes les plus flagrantes d'inconduite, leurs actions n'étant imputées à aucune institution ou agence officielle, mais attribuées à des personnes ordinaires.

Dans les stations de métro, la plupart des agents en uniforme ont été observés en train de prendre des photos de femmes qui ne portaient pas le hijab obligatoire. Dans un document provenant de la station de métro Tajrish à Téhéran, les agents de l'unité de sécurité du métro



ont averti les femmes de porter le hijab, et la police a même procédé à des fouilles de sacs à main à l'entrée de la station.

Le SSF, en collaboration avec les services des renseignements, a contraint plus de 100 directeurs de centres d'affaires à signer une lettre d'engagement. Ces directeurs ont ensuite reçu pour instruction de diffuser des annonces sur la nécessité de porter le hijab par les haut-parleurs du complexe et d'installer des panneaux publicitaires promouvant le port obligatoire du hijab à l'entrée du complexe.

Le premier jour de cette initiative, au moins 500 femmes ont été arrêtées à Téhéran. (Le quotidien d'État Etemad, 18 avril 2024)

La Commission des femmes du Conseil national de la résistance iranienne a [lancé un appel](#) le 11 avril, appelant les femmes et les hommes d'Iran à résister fermement à la nouvelle vague d'oppression du régime des mollahs et à s'y opposer. La Commission des femmes du CNRI a également appelé les organisations internationales, en particulier le rapporteur spécial des Nations unies sur la violence à l'égard des femmes, à condamner les actions misogynes du régime clérical.

VIOLENCE D'ÉTAT CONTRE LES FEMMES ET LES FILLES DANS LES RUES

Les femmes détenues ont décrit des scènes d'arrestation impliquant des coups, des insultes et du harcèlement sexuel. Les agents auraient utilisé des pistolets paralysants et des matraques, et auraient même incité à un conflit physique.

3

Une jeune femme a partagé une photo de ses bras meurtris. Dans un clip audio diffusé sur X, elle raconte son calvaire : "Je me sens très mal. Je ne peux même pas parler. Aujourd'hui, ils m'ont attrapée à la sortie du métro. Comme j'avais déjà donné deux engagements écrits, ils m'ont forcée à en écrire un troisième. Ils m'ont fouettée. Ils m'ont battu. Ils m'ont frappé sur la tête à de nombreuses reprises et m'ont tiré les cheveux. Je me sens très mal.

À Téhéran, une jeune fille de 17 ans a été arrêtée de force et emmenée dans la rue Valiasr, près du carrefour Abbas Abad. On l'a vue pleurer en s'agrippant aux grilles de la rue. Une policière lui a donné un coup de poing dans la main, tandis qu'un policier lui a ouvert le poing de force et l'a entraînée dans une camionnette en lui tirant les cheveux.



Dans un autre récit, il est mentionné qu'une femme a souffert d'une rupture de rein lorsqu'un agent lui a donné un coup de pied dans le dos.

Sur le boulevard Karim Khan, une femme a été violemment arrêtée parce qu'elle ne portait pas le hijab obligatoire. Au début, elle a été entourée par des agents en civil, mais après qu'elle ait résisté et que des passants aient protesté, des policiers en uniforme sont intervenus, l'ont soumise à des abus, l'ont battue, et l'ont ensuite transférée dans une camionnette.

Une autre femme a été arrêtée par des agents en civil dans la rue Alvand. L'homme qui l'accompagnait et qui s'opposait aux actions des agents en civil a également été arrêté.

Simultanément, des policiers ont dispersé les passants et confisqué les téléphones portables pour les empêcher de prendre des photos de la scène.

Une femme a déclaré : "Après avoir reçu un avertissement concernant mon châle, il ne s'est pas écoulé une minute avant que j'entende les cris d'une jeune femme. Une femme portant un tchador (voile noir de la tête aux pieds) et un officier des SSF ont traîné la jeune fille hors du centre commercial et l'ont forcée à monter dans une camionnette. C'était une scène horrible".

Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, un homme montre le corps meurtri de sa femme et se lamente : "Essayez-vous de nous faire peur avec la guerre israélienne ? Chaque jour, nous endurons pire que la guerre dans les rues. Ils ont traîné ma femme au sol à cause de son hijab, lui ont volé sa montre et se sont emparés de son or".

Dans la ville de Fouman, dans la province de Gilan, située dans le nord de l'Iran, une jeune fille de 14 ans a été arrêtée. Lorsque les gens ont protesté, les autorités ont tenté de disperser les manifestants en tirant des coups de feu en l'air.

Dans le district d'Azimieh de la ville de Karaj, des agents de la patrouille d'orientation ont arrêté une jeune fille de 12 ans. Ils ont refusé que la mère de l'enfant l'accompagne dans le fourgon de police et ont emmené la jeune fille seule au centre de détention.

[Dina Ghalibaf, journaliste](#) et étudiante activiste, a écrit sur le réseau social X qu'elle avait été arrêtée à la station de métro Sadeghieh pour avoir désobéi à l'ordre des agents de se conformer à l'obligation de porter le hijab. Elle a déclaré avoir été maîtrisée à l'aide d'un pistolet Taser et avoir été battue et agressée sexuellement. Après quelques heures, elle a été relâchée. Le lendemain, elle a été arrêtée à son domicile et transférée à la prison d'Evin pour avoir publié l'histoire de son arrestation violente et de son agression sexuelle par des officiers.

4

INTENSIFICATION DE LA PRESSION SUR LES ETUDIANTES DES UNIVERSITES ET DES LYCEES

Le bulletin d'information de l'université Amirkabir, daté du 20 avril 2024, indique que les mesures de sécurité et de répression à l'encontre des [étudiantes de l'université](#) ont atteint leur niveau le plus élevé au cours des dix dernières années.

Les agents de sécurité de l'université ont empêché plus de 20 étudiantes d'entrer par une seule entrée en raison de leurs vêtements "indésirables". Des situations similaires se sont produites à d'autres entrées de l'université Amirkabir.

La sécurité de l'université a annoncé le port obligatoire du tchador comme condition d'entrée des filles à l'université. Ils ont demandé aux filles de revêtir les tchadors disponibles à l'entrée et de poursuivre leur chemin ou de rentrer chez elles.



L'université Al-Zahra, déjà équipée de caméras de reconnaissance faciale à l'entrée et à la sortie, a renforcé le contrôle des étudiantes avec la mise en œuvre du plan Noor. Des images montrant de longues files d'attente devant le portail d'entrée de l'université ont circulé sur les médias sociaux.

Par ailleurs, la chaîne Telegram des étudiants de l'avant-garde (Pishro) a fait état de l'envoi de messages textuels menaçants aux étudiantes de l'université de [Malayer](#), dans l'ouest de l'Iran.



LES ETUDIANTES ET ETUDIANTS DE L'UNIVERSITE BOYCOTTENT LES COURS

Après avoir empêché au moins 200 étudiantes d'entrer à l'université d'Amirkabir en raison de "vêtements inappropriés", les étudiantes et étudiants de l'université ont entamé une grève et boycotté les cours.

Le dimanche 21 et le lundi 22 avril 2024, plus de 200 étudiantes et étudiants de l'université d'Amirkabir se sont mis en grève, refusant d'assister aux cours pour protester contre les actions répressives des forces de sécurité visant les vêtements des étudiantes et étudiants au cours des derniers jours.

La grève a d'abord commencé dans les facultés d'ingénierie informatique, d'ingénierie énergétique, d'ingénierie industrielle, d'ingénierie textile et de mathématiques informatiques. En outre, un nombre important de cours dans les facultés d'ingénierie médicale, d'ingénierie chimique, d'ingénierie marine et d'ingénierie minière ont également été touchés, et beaucoup d'entre eux n'ont pas eu lieu.



5

ATTEINTE A LA DIGNITE DES LYCEENNES

Le 20 avril, dans un internat pour filles du [comté de Dalgan](#), situé dans la province du Sistan et du Baloutchistan, dans le sud-est de l'Iran, le directeur de l'école a aligné des filles baloutches de 12e année et a coupé leurs pantalons devant leurs camarades de classe, sous prétexte que leurs pantalons étaient trop serrés. (Haalvsh.org, 21 avril 2024)

En outre, un député du ministère de l'éducation a annoncé la mise en œuvre de 16 plans de chasteté et de hijab dans 600 000 écoles de filles. (The state-run Asr Iran Daily, 25 avril 2024)

Le 15 avril, le vice-président d'une école secondaire du district 1 de Sanandadj, la capitale de la province du Kurdistan, a averti les élèves et les enseignantes que le non-respect du hijab obligatoire entraînerait des amendes pour les familles des élèves.

Dans une autre école de Sanandadj, le personnel de sécurité de l'établissement a averti les enseignantes que le non-respect du hijab obligatoire, même en dehors de l'enceinte de

l'école, dans les rues et les parcs par exemple, affecterait le statut officiel des enseignantes travaillant sous contrat.

LES MESURES OFFICIELLES VISANT A IMPOSER LE HIJAB OBLIGATOIRE SONT ILLEGALES

Les actions des forces de sécurité de l'État, qui consistent à envoyer des patrouilles d'orientation dans les rues, à attaquer des femmes et des jeunes filles, à les battre et à les arrêter, sont illégales, même au regard des lois du régime clérical lui-même.

Aucune loi n'impose le port obligatoire du hijab dans le régime des mollahs. Le projet de loi proposant le hijab obligatoire, qui est examiné par le parlement depuis l'année dernière, n'a pas encore été approuvé par le Conseil des gardiens. Par conséquent, la mise en œuvre de mesures telles que l'utilisation de la technologie de reconnaissance faciale, la confiscation de voitures, l'envoi de millions de messages textuels et l'application de peines non conventionnelles telles que l'emprisonnement, l'exil, la toilette des morts, le nettoyage des lieux publics et l'imposition de lourdes amendes aux contrevenants a été et continue d'être une action totalement illégale, même au regard des lois du régime iranien.



6

En outre, selon les experts en criminologie et en droit pénal du régime, les actions des forces de sécurité de l'État (FSE) concernant la saisie de voitures, l'obtention d'engagements de la part d'individus sur la question du hijab, la mise sous scellés de magasins, l'interdiction de se trouver dans des lieux publics et l'envoi de messages textuels ne reposent sur aucune base juridique. Toutes ces actions sont considérées comme illégales.

Le SSF n'a même pas le pouvoir d'émettre des avertissements verbaux à ce sujet. Des entités telles que le Conseil de sécurité du régime, le quartier général chargé de promouvoir la vertu et d'interdire le mal, le quartier général chargé de mettre en œuvre le hijab et la chasteté, et le ministre de l'intérieur ne sont pas des organes législatifs et ne peuvent donc pas établir de droits et d'obligations légaux pour les individus, les institutions et les entreprises.

Les forces de sécurité de l'État (FSE) n'ont que le pouvoir de présenter des individus au tribunal et rien d'autre. Il est essentiel de noter que les forces de sécurité de l'État n'ont pas le pouvoir d'arrêter des personnes ou de détenir des femmes et des jeunes filles dans les commissariats de police ou les quartiers généraux. (Site Internet de l'État Roozno.com, 14 avril 2024)

"La détention de femmes et de jeunes filles dans ces lieux contre leur volonté constitue un crime de détention illégale, passible d'un à trois ans d'emprisonnement en vertu de l'article 583 du code pénal." (Compte du Dadban Legal Consultants Group, samedi 13 avril 2024)

Dans son discours, Ali Khamenei, le guide suprême des mollahs, a déclaré que "le hijab est une règle absolue de la charia et ne peut être négligé". Ces déclarations perpétuent le modèle de manipulation religieuse initié par Khomeini pour imposer le hijab obligatoire et réprimer les femmes, une pratique qui se poursuit depuis 1979.

"En revanche, en 1987, le Conseil national de la résistance iranienne (CNRI) a approuvé son ["Plan sur les droits et les libertés des femmes"](#), qui met l'accent sur le droit des femmes à choisir librement leurs vêtements. Mme Maryam Radjavi a toujours souligné dans ses discours que tout ce qui est forcé, imposé ou sous pression n'a aucun fondement dans l'islam. Comme le dit le Coran, "il n'y a pas de contrainte en religion".

[Dans son discours à l'occasion de la Journée internationale de la femme](#) en mars 2024, Mme Radjavi a appelé les femmes et les jeunes filles iraniennes à faire écho au slogan "Non au hijab obligatoire, non à la religion imposée et non au gouvernement obligatoire" dans tout l'Iran et dans le monde entier.

Il convient également de souligner que nulle part dans l'islam il n'est permis d'agresser, d'arrêter, de battre ou de tuer une femme en raison de son hijab. De telles actions inhumaines sont contraires à l'islam et aux principes musulmans. Selon toutes les lois relatives aux droits de l'homme et les doctrines religieuses, le droit de choisir ses vêtements est un choix individuel fondamental, et aucune personne ou autorité n'a le droit d'imposer un type de vêtement particulier à une femme.

LES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNENT L'APARTHEID SEXUEL ET LES CRIMES CONTRE L'HUMANITE EN IRAN

Le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Iran, le professeur Javaid Rehman, a souligné dans son rapport à la 55e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies l'application persistante de lois et de pratiques draconiennes qui perpétuent l'apartheid sexuel, violant gravement les droits et la dignité des femmes et des jeunes filles iraniennes. Ces pratiques comprennent des politiques de port du voile, une législation discriminatoire à l'égard des femmes et des agences d'État qui surveillent l'habillement et le comportement des femmes.

En outre, M. Rehman a condamné la prévalence de la violence à l'encontre des femmes et des jeunes filles, favorisée par des lois et des pratiques misogynes. Il a souligné qu'en dépit de l'indignation internationale, les auteurs de ces violences échappent souvent à l'obligation de rendre des comptes, ce qui contribue au cycle de l'impunité.

La mission internationale d'enquête a également fait état d'une augmentation des sanctions en cas de non-respect des règles, dans le cadre d'une campagne plus large de harcèlement, d'intimidation, de surveillance et de violence à l'encontre des femmes et des jeunes filles qui défient publiquement ces normes et de ceux qui les soutiennent, en particulier les hommes.

Amnesty International a publié un [rapport détaillé](#) contenant les témoignages de 46 femmes et hommes décrivant les restrictions et les pressions qui leur sont imposées par la campagne visant à imposer le port obligatoire du voile. Selon Amnesty, ces témoignages donnent "un aperçu effrayant de la persécution croissante des femmes et des jeunes filles par les autorités iraniennes, dans le but d'affaiblir leur résistance courageuse aux lois abusives, dégradantes et discriminatoires du pays sur le port obligatoire du voile".

Selon Amnesty International, les victimes ont été prises pour cible uniquement parce qu'elles ont exercé leur droit à l'autonomie corporelle et à la liberté d'expression, de religion et de croyance en défiant les lois sur le port obligatoire du voile. Le rapport rassemble des faits et des témoignages recueillis depuis janvier 2023, au cours desquels des femmes et des jeunes filles ont été interpellées par la police, poursuivies au pénal et soumises à d'autres abus entraînant la confiscation arbitraire de leur voiture, des amendes, des cours de "morale" forcés, ainsi que des flagellations, des peines d'emprisonnement et des menaces. Beaucoup

7

se sont vu refuser l'accès à l'éducation, à l'emploi, aux transports publics et à d'autres services publics.

Ces autorités de défense des droits de l'homme ont critiqué le régime pour sa discrimination à l'égard des femmes et la violation de leurs droits, dont certains constituent des crimes contre l'humanité.

LA REPRESSION DES FEMMES SOUTENUE PAR L'ÉTAT N'A PAS ATTEINT SES OBJECTIFS

Comme l'année précédente, le régime clérical a échoué dans sa campagne brutale visant à imposer le hijab aux femmes et aux jeunes filles iraniennes. Le 23 avril, le commandement des forces de sécurité de l'État (SSF), la force de police oppressive du régime, a annoncé que le "plan lumière" allait passer à des méthodes basées sur l'intelligence artificielle.

Lors de la prière du vendredi 26 avril, le régime a eu recours à une démonstration publique de gratitude envers les forces de sécurité de l'État en réponse aux fortes réactions sociales contre ses actions brutales ciblant des femmes et des filles innocentes dans les rues et sur les places des villes.

L'imposition du hijab obligatoire est la pierre angulaire de la répression du régime, au même titre que les exécutions incessantes, ce qui en fait un élément essentiel que le régime ne peut se permettre d'abandonner. Comme l'a admis Saeedi, le représentant de Khamenei, lors des prières du vendredi à Qom le 13 avril, toute passivité dans l'application du hijab pour les femmes serait considérée par l'ennemi comme une occasion de mettre en œuvre son "plan pour renverser" le régime. Cela souligne l'importance sécuritaire et politique de la question du hijab pour le régime.



Les revendications des femmes iraniennes vont au-delà du simple choix vestimentaire ; elles cherchent à obtenir la réalisation de leurs droits humains et de ceux de tous les citoyens iraniens par le biais d'un changement de régime et du renversement du régime misogyne des mollahs.

Le cri de ralliement des femmes iraniennes est "[femmes, résistance, liberté](#)". Elles rejoignent activement les unités de résistance, s'organisent et se préparent à mener le soulèvement final pour renverser le régime.

Les peuples du monde épris de liberté sont solidaires des femmes et du peuple iraniens, reconnaissant leur noble quête et leur lutte pour la liberté.